



Paris, le 15 mai 2008

Près de 45 % des agents des impôts et du trésor en grève ce jeudi 15 mai 2008

Les agents des impôts et du Trésor se sont massivement mobilisés ce jeudi 15 mai. A la Direction générale des finances publiques (la DGFIP, née il y a quelques semaines de la fusion des « Impôts » et du « Trésor »), la grève a été suivie par près de 45 % des agents (dont 1 agent sur deux aux impôts). ***Cette mobilisation exceptionnelle résulte d'une double crise de sens*** : crise de sens sur le devenir de la fonction publique et des fonctionnaires d'une part et crise de sens sur le devenir des agents et des missions dans le cadre de la fusion « Impôts/Trésor » d'autre part. De nombreux services (centres des impôts, trésoreries) étaient d'ailleurs fermés aujourd'hui.

La fonction publique est en effet aujourd'hui menacée dans ses principes et ses valeurs : si les questions touchant au pouvoir d'achat, aux conditions de travail et à l'emploi public sont toujours posées avec autant d'acuité et sont toujours les sacrifiées de la logique du « moins d'Etat, moins de service public », les projets envisagés en matière de « révision générale des politiques publiques », à commencer par le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires, s'attaquent aux fondements mêmes du statut et du rôle des fonctionnaires dans notre société. Cette accélération a été particulièrement mal ressentie et porte en elle l'implosion de la fonction publique.

De nombreuses idées fausses ont circulé durant de longues années au sujet des fonctionnaires : ils seraient coûteux, inefficaces, privilégiés... Le SNUI et SUD Trésor veulent rétablir et réaffirmer avec force un certain nombre de vérités trop souvent occultées : les fonctionnaires ont un rôle social et économique utile, ils ne creusent pas la dette, ils travaillent bien et durement, mais leurs conditions de travail se dégradent, la reconnaissance de leurs qualifications est quasi-inexistante et leur pouvoir d'achat est en berne. Par ailleurs, il est urgent de rappeler que le statut des fonctionnaires n'est pas un privilège mais une garantie pour les citoyens sur le plan du respect des principes d'égalité de traitement et de neutralité dans l'exercice des missions ou bien encore sur celui de l'accès à l'emploi public. Enfin, il est indispensable de montrer en quoi les projets de rémunération au mérite ou bien de recrutements de contractuels modifient le sens profond de l'action publique au détriment de tous. Imagine-t-on le contrôle fiscal ou l'action en recouvrement rémunérés au rendement ? Evidemment non. Par ailleurs, prétendre qu'il faut moins de fonctionnaires mais plus de contractuels revient à avouer qu'il y a effectivement un besoin d'agents publics, mais que l'on fait le choix de la précarité... Ceci est inadmissible.

Au niveau de la DGFIP en particulier, les sujets inquiétudes sont également nombreux. En effet, les différences entre les « Impôts » et du « Trésor » sur les implantations territoriales, les règles de gestion, les métiers, les conditions de travail ou encore les rémunérations sont nombreuses. Dans cette fusion, le risque est grand de connaître un nouveau recul des garanties sociales et une nouvelle dégradation des conditions de travail synonyme de baisse de la qualité du service public.

Cette journée du 15 mai n'est pas une grève « traditionnelle ». D'ores et déjà, des assemblées générales sont prévues dès le vendredi 16 et durant les tous prochains jours. L'Union SNUI/SUD Trésor appelle les agents à y participer pour envisager les suites à donner à cette journée réussie.